

SOSLM 54611

3221

(1943)

Entraide en cas d'incendie (point de vue juridique)

Instruction Générale VB 7c Ch. 1 n° 1	22. 6.43
Rectificatif 1 à l'I.G. VB7 c	15.II.43

Entraide en cas d'incendie (point de vue juridique)

**SOCIÉTÉ
NATIONALE**
des
**CHEMINS DE FER
FRANÇAIS**

RECTIFICATIF N° 1
A L'INSTRUCTION GÉNÉRALE

du 22 juin 1943

VB 7 c

CHAPITRE 1

N° 1

V

" Entraide en cas d'incendie "

DISTRIBUTION

VB

1

10 - 13

31 - 32

41 - 43

57

61 - 64

86 à 88

Pour tenir compte de la modification survenue dans la jurisprudence en matière de lutte contre l'incendie à la suite de l'arrêt rendu le 5 mars 1943 par le Conseil d'Etat, la commune devant maintenant être considérée comme responsable de plein droit de l'accident survenu à un particulier requis pour participer à l'extinction d'un incendie, il y a lieu de rectifier l'article 6 de l'I.G. VB 7 c, chapitre 1 n° 1.

Le béquet ci-dessous tenant compte de ces modifications est à coller dès réception sur le dernier alinéa du § a) et sur le § b) de l'art. 6.

.....

La commune devant être considérée comme responsable de plein droit, le remboursement de ces prestations devra lui être réclamé :

b) *Intervention bénévole de la S.N.C.F.* En pareil cas, les agents qui agissent sur l'ordre de la S.N.C.F. restent sous la dépendance de celle-ci. Ils devront, en cas de blessures, être considérés comme victime d'un accident de travail.

La Commune devant être considérée comme responsable de plein droit, le remboursement des frais subis par la S.N.C.F. devra lui être réclamé.

Rectificatif n° 1 à l'I.G. VB 7 c ch. 1 n° 1 du 22 juin 1943 (Béquet à coller sur le dernier alinéa du § a) et sur le § b) de l'art. 6).

De plus, le numéro de l'instruction est à rectifier à la plume. Remplacer VB 7 c chapitre 1 n° 1 par VB 7 c chapitre 1 n° 2.

En outre, le numéro et la date de ce rectificatif devront être inscrits, en marge de l'Instruction Générale, sous le cartouche de distribution.

Paris, le 15 novembre 1943.

Le Directeur Général,

R. LE BESNERAIS.

INSTRUCTION GÉNÉRALE

Des prescriptions analogues sont distribuées aux agents EX sous le n° EX 11 i n° 3 et aux agents MT sous le n° MT 7 d n° 1.

VB 7 c

CHAPITRE 1

N° 1

DISTRIBUTION
VB
—
1
10-13
31-32
41-43
57
61-64
86 à 88

Rectificatifs

ENTRAIDE EN CAS D'INCENDIE (POINT DE VUE JURIDIQUE)

I — Aide apportée à la S.N.C.F. par des tiers

article 1 ♦

La S.N.C.F. peut faire appel, pour la lutte contre l'incendie de ses installations, au Service de secours communal contre l'incendie. Cette intervention doit, si elle est nécessaire, être demandée par les agents qualifiés, à l'un ou à plusieurs des organismes suivants : Mairie, Commissariat de police ou Gendarmerie, Permanence des sapeurs-pompiers du lieu dont dépend le sinistre.

Ce n'est que sur l'intervention de l'un de ces organismes que le concours des communes limitrophes ou des postes de secours d'incendie permanents doit être donné en principe.

Dans certains cas **exceptionnels**, la S.N.C.F. peut également accepter ou demander l'aide de sauveteurs bénévoles. Mais, en raison de la responsabilité qui incombe de ce fait à la S.N.C.F., il n'y a lieu de recourir à cette aide qu'en cas d'absolue nécessité. Il y a également lieu de veiller à écarter du lieu du sinistre toute personne dont l'aide ne serait pas acceptée.

article 2 ♦ Intervention du Service de secours communal contre l'incendie.

Le Service de secours communal est un Service public et gratuit (loi du 11 frimaire An VII, art. 4 § 9 — loi du 5 avril 1884, art. 97 § 6).

Une subvention bénévole peut être accordée par la S.N.C.F. à la Caisse de secours des sapeurs-pompiers.

Dans certains cas, la S.N.C.F. peut cependant être tenue d'indemniser les intéressés pour les dommages résultant du secours fourni.

— Si la commune peut prouver que l'incendie est imputable à la faute du Chemin de fer ou de ses préposés (art. 1384 § 2 du Code civil), la commune est en droit de réclamer à la S.N.C.F. le montant des frais qu'elle a engagés ou qui lui ont été réclamés par les sauveteurs qu'elle avait requis.

— Si les sauveteurs **régulièrement requis** ont la possibilité de prouver que l'incendie ou les dommages matériels ou corporels subis au cours de la lutte contre l'incendie, résultent d'une faute du Chemin de fer ou de ses agents, ils peuvent également agir directement contre la S.N.C.F. pour se faire indemniser.

article 3 ♦ Intervention de sauveteurs bénévoles.

a) Sauveteurs intervenant à titre individuel.

La S.N.C.F. peut être tenue d'indemniser les sauveteurs dont l'intervention a été acceptée dans les mêmes conditions que s'ils avaient été requis par la commune.

b) Equipe d'incendie appartenant à une entreprise et intervenant sur l'ordre de l'employeur

La S.N.C.F. peut être tenue d'indemniser l'employeur dans les mêmes conditions que les sauveteurs requis par la commune.

Cependant, en ce qui concerne les accidents corporels survenus aux sauveteurs, la réglementation des accidents du travail est applicable, le lien d'interdépendance qui existe entre les sauveteurs et leur employeur n'étant pas rompu. Si l'incendie ou l'accident est imputable à la faute du Chemin de fer ou de ses préposés, le recours prévu par l'art. 7 de la loi de 1898 peut être exercé contre la S.N.C.F.

II. — Aide apportée aux tiers par la S.N.C.F.

article 4 ♦

La S.N.C.F. peut prêter son concours pour la lutte contre l'incendie d'installations étrangères au chemin de fer. Elle peut se faire indemniser des dommages subis de ce fait de la manière suivante :

article 5 ♦ Frais de participation à la lutte contre l'incendie et de réparation des dégâts matériels.

Que la S.N.C.F. intervienne à titre bénévole ou sur réquisition des autorités compétentes, elle aura toujours le droit de réclamer à la commune le remboursement de ses frais.

Elle pourra également, si elle le juge opportun, agir directement contre l'auteur responsable du sinistre, si elle peut prouver la faute de ce dernier.

article 6 ♦ Frais résultant d'accidents corporels.

a) Intervention à la suite d'une réquisition. — Les réquisitions ayant un caractère strictement personnel, chaque agent doit être considéré comme **personnellement requis**. Les agents ne se trouvent plus alors sous les ordres et la dépendance de la S.N.C.F. ; ils agissent en vertu d'un ordre donné par la commune.

Il s'ensuit qu'en cas de blessures survenues au cours des opérations de sauvetage, ces agents devront être considérés comme victimes d'accidents hors service et auront droit aux prestations prévues à l'annexe de la Convention collective relative aux maladies et blessures.

La S.N.C.F. pourra poursuivre le remboursement de ces prestations :

- soit contre le sinistré en prouvant que l'incendie ou l'accident est imputable à la faute de celui-ci ;
- soit contre la commune en prouvant que l'accident résulte de la faute des services municipaux.

b) Intervention bénévole de la S.N.C.F. — En pareil cas, les agents qui agissent sur l'ordre de la S.N.C.F. restent sous la dépendance de celle-ci. Ils devront, en cas de blessures, être considérés comme victimes d'un accident de travail.

La S.N.C.F. pourra exercer le recours prévu par l'art. 7 de la loi du 9 avril 1898, soit contre le sinistré, soit contre la commune selon qu'elle sera en mesure de rapporter l'une ou l'autre des preuves mentionnées ci-avant.

Paris, le 22 juin 1943.

Le Directeur Général,

R. LE BESNERAIS.